

ÉTIQUETTE  
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

battre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel (\*)

Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : agent administratif

Revue n° : 2

Matière : Etude d'un dossier

Date : 03/02/2017

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 0

### À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être  
entièrement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel  
que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute  
autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au  
crayon bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement.  
Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le  
jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation  
d'un crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codes à barres, destinées à permettre à  
l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées  
dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la  
commission de surveillance.

NOTE / 20

15 / 25

Entrepreneur :

Une personne travaille pour le  
2 entreprise et exécute les tâches  
conflit. Cette personne est liée à  
un par un contrat de travail qui  
détermine les conditions dans lesquelles  
elle ses missions (durée hebdomadaire,  
salaire, éventuellement autre de travail).  
lui, est indépendant de toute entre-  
prise. Il travaille par son propre  
et son temps de travail. Par sa nature,  
elle à travailler pour plusieurs entreprises,

ouverture sociale et le régime fiscal  
différent.

indépendant de sa auto-entreprise,  
par défaut du régime "micro-fisc"  
à déclarer ses chiffres d'affaires  
24%, 50% ou 34% selon son chiffre  
ce produit à ses revenus de  
semble se verser (impôt) selon les  
8, de 0 à 45%.

et auto-entrepreneurs, appelé "prélève-  
ment" s'applique par ses conditions  
inférieures à un plafond fixé à  
par exemple 26 791 euros par  
application en 2017. Dans ce cas,  
l'adhésion est la de l'inscription de  
nement et son demande écrite  
impôt des Entreprises (SIE).  
il a son libre le choix de sa  
motivation économique. En effet



## I/1) des différences entre salarié et auto-entrepreneur:

Une personne salariée travaille pour le compte d'une entreprise et exécute les tâches qu'elle lui confie. Cette personne est liée à son employeur par un contrat de travail qui stipule notamment les conditions dans lesquelles elle accomplira ses missions (durée hebdomadaire de travail, salaire, éventuellement outils de travail).

L'auto-entrepreneur quant à lui, est indépendant de toute entreprise et ne peut rien subordonner. Il travaille pour son propre compte et organise lui-même son temps de travail. Par sa nature, il est donc fréquemment amené à travailler pour plusieurs entreprises à l'initiative du client.

Notons également que la couverture sociale et le régime fiscal auxquels sont soumis ces deux statuts est différent.

I/2) Lors de l'enregistrement de son auto-entreprise, l'auto-entrepreneur bénéficie par défaut du régime "micro-fiscal" qui lui permet de bénéficier d'exonérations d'affaires au-delà après abattement de 21%, 50% ou 31% selon son secteur d'activité. Il ajoute ensuite ce produit aux autres revenus de son foyer fiscal et cet ensemble se verra imposer selon les paliers du barème progressif, de 0 à 45%.

D'autre régime fiscal des auto-entrepreneurs, appelé "prélèvement forfaitaire libératoire" ne s'applique que sous conditions de revenus de l'année N-2 inférieurs à un plafond fixé à l'aide du quotient familial, par exemple 26 791 euros par une personne seule et par application en 2017. Dans ce cas, l'auto-entrepreneur peut y adhérer soit lors de l'inscription de son auto-entreprise, soit ultérieurement et son demande écartée après du Service des Impôts des Entreprises (SIE).

L'auto-entrepreneur peut aussi faire le choix de ce dernier régime fiscal par motivation économique. En effet



si l'auto-entrepreneur et son foyer fiscal perçoivent de conséquents revenus (dans la limite du plafond calculé en fonction du quotient familial), donc ces revenus bénéficient de l'impact de l'abattement des revenus de l'auto-entrepreneur lors de l'imposition à l'impôt progressif.

I/3) Une unité d'auto-entrepreneariat est dite "économiquement active" lorsque son Chiffre d'Affaires (CA) est positif.

Plusieurs secteurs d'activité tiennent cette catégorie dans le haut avec notamment les transports, la santé, les activités sportives et le nettoyage avec des pourcentages de hausses respectifs d'auto-entrepreneurs "actifs" de +24%, +18%, +14% et +12%.

Cependant, certaines auto-entreprises ne dégagent pas de CA et la spectre de la radiation se rapproche. Pour ce faire, c'est la loi n° 2016-1024 du 18 juin 2016 qui fixe les conditions d'une radiation d'office au 31 décembre suivant 24 mois de CA nuls.

des radiations d'entreprises "économiquement actives" peuvent intervenir soit à l'initiative de l'auto-entrepreneur, soit en cas de dépassement des plafonds de CA et après une tolérance de deux ans.

I/4) Dans la catégorie des auto-entrepreneurs, les secteurs les plus lucratifs sont ceux de l'immobilier, les activités juridiques, le BTP "travaux de finition" et "autres", le commerce de gros et le commerce de détail alimentaire hors magasins de bouche avec respectivement des CA trimestriels moyens de 5417 euros, 5345 euros, 4501 euros, 4611 euros, 4572 euros et 4573 euros.

A l'inverse les secteurs les moins lucratifs sont ceux des arts, spectacles et activités récréatives (2280 euros de CA trimestriel) de la coiffure et des soins du corps (2110 euros), de la santé (2553 euros) et des activités sportives (2535 euros).

Continuellement à ce que l'on pourrait croire, les secteurs les plus lucratifs ne sont pas les plus peuplés, en témoignant les secteurs des activités immobilières et des activités juridiques (cf document 1), ce dernier voyant sa population d'entrepreneurs actifs passer de 1,9% au deuxième trimestre 2015.

C'est au final dans les secteurs les moins lucratifs cités précédemment que la population d'entrepreneurs actifs est la plus importante.

## II/1) Calcul du chiffre d'affaires journalier

$$82200 \text{ € HT} \div 365 \text{ jours} = 225,20 \text{ € HT/jour}$$

On se rend compte qu'en décembre il y a :

$$30 + 31 + 30 + 31 + 31 + 30 + 31 + 30 + 31 = 275 \text{ jours}$$

Ce qui nous permet d'obtenir un plafond de CA<sup>HT</sup> par l'année N de :

$$225,20 \times 275 = 61930 \text{ € HT}$$

Cette personne, en vu du plafond de CA dont elle dispose, peut opter pour le statut d'auto-entrepreneur car les prévisions de CA sont inférieures à ce plafond.

## II/2) Selon la légende suivante :

Industrie 1

Construction 2

Commerce 3

Hébergement/restauration 4

Transport et communication 5

Activités spécialisées, scientifiques et techniques 6

Activités de services administratifs et de soutien 7



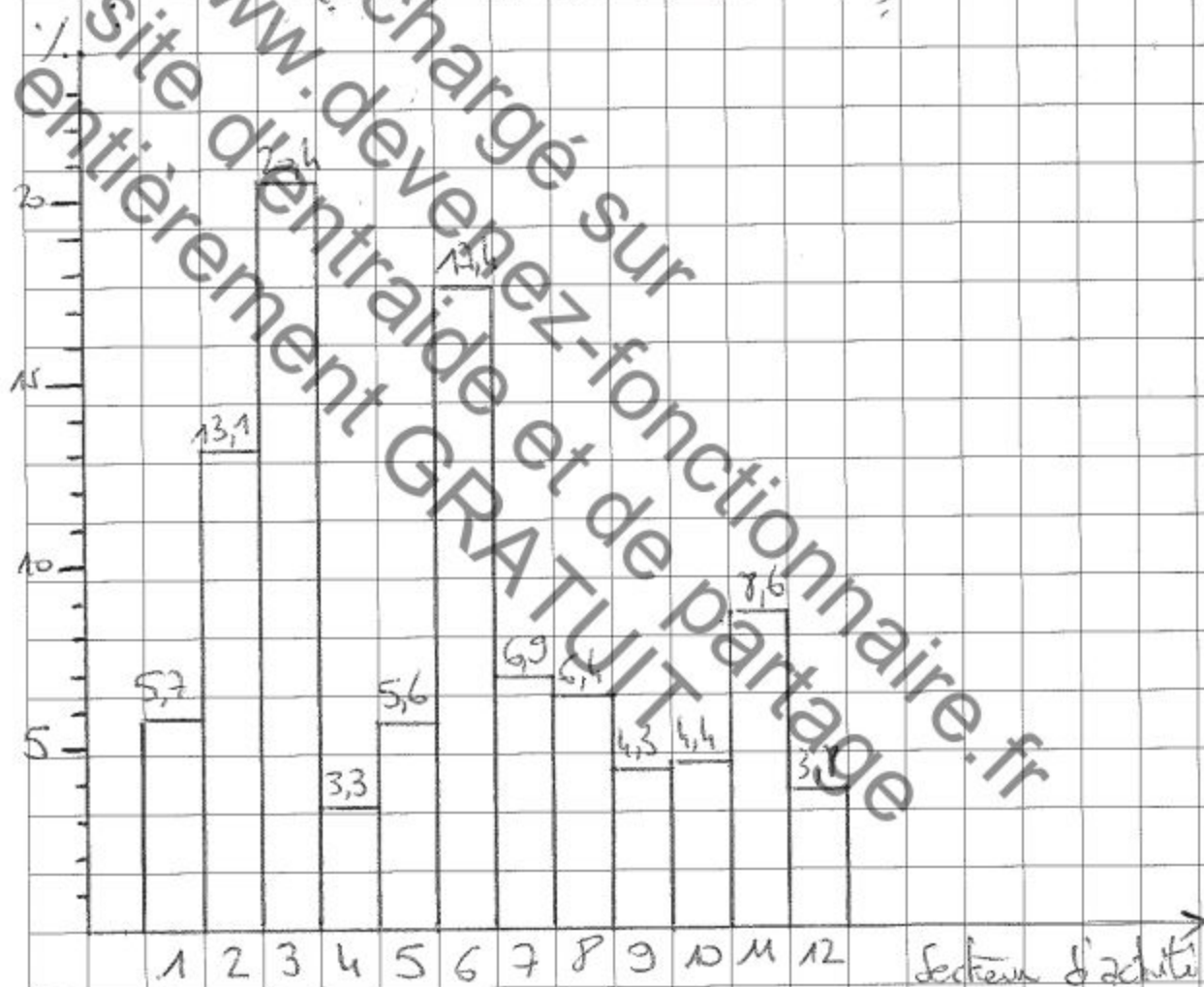
Enseignement 8

Santé humaine et action sociale 9

Arts, spectacles et activités culturelles 10

Autres activités de services aux ménages 11

Transport et entrepôt, activités financières et d'assurance, activités immobilières 12

HISTOGRAMME DE LA RÉPARTITION DES CRÉATIONS  
D'ENTREPRISES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN %(Données au 1<sup>er</sup> semestre 2014)

II/3) 3.1 : Dans l'enseignement, il y a  $283500 \times 6,4\%$   
soit 18144 micro-entreprises créées au 1<sup>er</sup> semestre 2014

3.2 la part d'immobilier dans ce secteur est plus importante car elle représente  $6,4\%$  contre  $5,5\%$  en 2010.

3.3 Calcul de l'évolution du taux d'immaturation du secteur "industriel" entre 2010 et 2014 :

$$\frac{5,7 - 4,4}{4,4} \times 100 = 29,5\%$$

d'évolution dans ce secteur est de 29,5% entre 2010 et 2014

3.4. Calcul de l'évolution du taux d'immaturation du secteur "Secteur acheteurs de biens de consommation" entre 2010 et 2014 :

$$\frac{8,6 - 13}{13} \times 100 = -33,8\%$$

des créations d'entreprises dans ce secteur ont chuté de 33,8% entre 2010 et 2014.

III / A fin juin 2015, la catégorie des auto-entrepreneurs comptait 1.075.000 membres, ce qui démontre l'importance et l'intérêt que les français portent à ce statut.

Qui n'a jamais rêvé de devenir un propre patron ? Se lever le matin pour aller travailler pour soi, vouloir aider les autres et en faire un métier ? Le plus souvent, c'est l'obstacle des démarches administratives qui rebute le candidat.

Le statut d'auto-entrepreneur a été créé dans le but d'aider les gens à se lancer dans la création d'entreprise grâce à une réduction importante des formalités administratives et à l'absence de capital de départ.

En contrepartie, les auto-entrepreneurs ne doivent pas dépasser un plafond de chiffre d'affaires annuel (afin de ne pas porter préjudice aux entreprises traditionnelles) et sont pas assujettis à la TVA : ils ne peuvent donc ni acheter, ni en



l'empêcher.

Aussi, depuis la création de ce statut, les exigences envers les auto-entrepreneurs se sont durcies par certains secteurs d'activité avec l'obligation de s'inscrire au RCS (registre de Commerce et des Sociétés) ce qui a pu avoir pour effet de freiner certains candidats à la création.

La création de ce statut a eu des effets parfois inattendus comme le montrent les cas exposés dans l'article du "Yonne" du 20/01/2016. Ils sont soit utiles pour combler un besoin précis (cas de loi avec une ONG) en laissant espérer un CDI à la clé, soit par l'ajournement des créations locales de certains employés, lors de la réouverture du chantier de construction par exemple.

Si vous souhaitez sur  
entièrement GRATUIT et de partage